



UFC-QUE CHOISIR
233 bd Voltaire
75555 PARIS CEDEX 11

Le 18 juin 2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

Élections législatives

L'UFC-Que Choisir présente ses 20 priorités

Pleinement consciente que les enjeux de la campagne pour les élections législatives, qui se déroulent dans un contexte particulier, dépassent largement la seule sphère consumériste, l'UFC-Que Choisir entend faire avancer la cause d'une consommation plus sobre et responsable, accessible à tous. L'association rend aujourd'hui publiques ses 20 priorités articulées autour de 3 volets : la protection de l'environnement et de la santé des citoyens, leur pouvoir d'achat, et, enfin, la résorption des inégalités territoriales. Elle appelle les candidats à s'en saisir et à les défendre dans le cadre de la campagne, et à les mettre œuvre à l'issue des élections dans une grande loi sur la consommation.

Favoriser une consommation responsable, soucieuse des enjeux environnementaux, sanitaires et sociétaux

La promotion d'une consommation responsable, accessible à tous, constitue pour notre association le cœur de ses combats. Lors de la législature sortante, nous n'avons pu que déplorer de nombreuses reculades sur les sujets sanitaires et environnementaux liés à [l'utilisation de pesticides](#). Les candidats doivent au contraire s'engager à **restreindre strictement leur utilisation**. Ceci devra s'accompagner de toutes les mesures permettant de **garantir sur l'ensemble du territoire l'accès à une eau potable de qualité**, dépourvue de nitrates et de pesticides, et de **prévenir le gaspillage d'eau** qu'il soit dû au [mauvais état des réseaux](#), ou à sa [gestion favorisant indûment l'agriculture intensive](#).

La consommation responsable passe également par la mise en place de mesures permettant de limiter efficacement la consommation d'énergie, particulièrement les énergies fossiles. Pour ce faire, il est indispensable de soutenir massivement la rénovation énergétique pour mettre fin aux passoires thermiques. Pour redonner confiance aux consommateurs sur les travaux de rénovation énergétique, activité fortement génératrice de litiges, il faut enfin responsabiliser les professionnels de la rénovation et leur [imposer une obligation de résultat sur les travaux](#) qu'ils effectuent.

En matière de santé, le marketing alimentaire qui pousse les consommateurs, et notamment les jeunes enfants, à consommer toujours plus d'aliments salés, sucrés et gras est un enjeu majeur. [Encadrer la publicité à destination des enfants](#) et [généraliser le Nutri-Score](#) seront des mesures concrètes permettant de lutter efficacement contre l'obésité et la propagation des maladies cardio-vasculaires.

LES PRIORITÉS POUR FAVORISER UNE CONSOMMATION RESPONSABLE

Restreindre l'utilisation des pesticides

Imposer une obligation de résultat aux professionnels de la rénovation énergétique

Garantir un accès à une eau potable de qualité

Encadrer la publicité à destination des enfants

Prévenir le gaspillage de l'eau

Généraliser le Nutri-Score

Soutenir massivement la rénovation énergétique





UFC-QUE CHOISIR
233 bd Voltaire
75555 PARIS CEDEX 11

Le 18 juin 2024

Libérer du pouvoir d'achat pour les ménages

Le pouvoir d'achat, préoccupation majeure de nos concitoyens, doit impérativement donner lieu à des mesures immédiates et fortes, que promeut, souvent de longue date, notre association.

Il est notamment urgent d'agir pour **faire baisser les prix des denrées alimentaires** en rayons, qui ont connu une hausse massive ces deux dernières années, en [empêchant les marges excessives de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution sur les produits alimentaires essentiels, sains et durables](#), par exemple sur le [bio](#), et en [supprimant sans délai la marge minimale garantie de 10 % sur les produits alimentaires dont bénéficie la grande distribution](#). L'urgence doit également permettre d'**assurer une tarification juste de l'énergie** ([réforme du marché de l'électricité](#) assurant aux consommateurs de payer un prix représentatif des coûts de production du mix électrique domestique, ou encore refonte de la fiscalité sur l'énergie, mettant notamment fin à l'aberration fiscale que constitue la [TVA sur les taxes](#)).

Le législateur doit également œuvrer pour **encadrer les tarifs bancaires** qui sont parfois totalement déconnectés des coûts supportés par les banques (notamment [les frais de découvert](#) et les [frais bancaires sur succession](#)), pour **sanctuariser l'accès au logement face une hausse des loyers grevant le budget des locataires** ([plafonnement de la hausse annuelle des loyers à 1 %](#) dans l'attente d'une réforme des règles d'évolution des loyers, ainsi qu'extension aux logements sociaux du gel des loyers dans les passoires thermiques), mais également pour **assurer que la nécessaire transition vers les véhicules électriques permette aux consommateurs d'acheter des petits véhicules abordables**, alors qu'aujourd'hui un véhicule électrique coûte 25 % plus cher que son équivalent thermique.

Enfin, **rendre l'accès aux soins financièrement accessible** est impératif. Dès lors, il convient de mettre en place un strict encadrement des [dépassements d'honoraires](#) pour les professions médicales, d'annuler la [hausse des franchises médicales](#). Concernant spécifiquement nos aînés, il est urgent de **limiter les restes à charge prohibitifs pour les résidents en EHPAD**, en mettant en place un « bouclier dépendance » financé par la solidarité nationale et en mettant parallèlement [un coup d'arrêt aux dérives tarifaires des EHPAD privés à but lucratif](#).

LES PRIORITÉS POUR LIBÉRER LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

Faire baisser les prix des denrées alimentaires

Assurer une tarification juste de l'énergie

Encadrer les tarifs bancaires

Encadrer strictement les hausses de loyers

Ouvrer à une transition vers des véhicules électriques abordables

Rendre l'accès aux soins financièrement accessible

Limiter les restes à charge pour les résidents en EHPAD



Mettre fin aux intolérables inégalités territoriales

Par ses études, l'UFC-Que Choisir documente depuis de nombreuses années l'étendue des inégalités territoriales, et dénonce l'absence de mesures publiques fortes visant à y remédier, particulièrement en ce qui concerne [les déserts médicaux qui frappent des pans toujours plus importants du pays](#). Pour y mettre fin, une mesure d'urgence et courageuse sera de **réguler l'installation des médecins**, allant de pair avec l'impératif [d'augmenter et piloter la formation des professionnels de santé](#).

[La fracture territoriale concerne également l'accès à un mode de garde pour les jeunes enfants](#), particulièrement compliqué dans nombre de nos territoires. **Créer un droit opposable à un mode de garde pour les jeunes enfants**, abordable pour tous et de qualité, doit être une mesure mise en œuvre après les



UFC-QUE CHOISIR
233 bd Voltaire
75555 PARIS CEDEX 11

Le 18 juin 2024

élections. La fracture territoriale est également numérique, puisque [dans de trop nombreuses zones, particulièrement les plus ruralisées, l'accès à un très haut débit de qualité reste illusoire](#). Au-delà de simples promesses de lendemain meilleur, il est indispensable d'enfin **mettre en place un droit opposable à disposer d'une connexion de haute qualité**, avec indemnisation du préjudice subi si cette dernière n'est pas effective.

L'inégalité territoriale concerne aussi l'accès à des transports publics de qualité. C'est notamment le cas pour les territoires accusant un déficit massif de dessertes en trains, ou alors subissant une offre de piètre qualité (trains bondés, retards chroniques) qu'il s'agisse de grandes lignes ou des TER. Dès lors, l'action du législateur doit [garantir les investissements nécessaires au bon maintien et à la modernisation du réseau ferroviaire français](#), et **renforcer la fiabilité des TER** en veillant à ce que toutes les conventions TER imposent aux transporteurs des objectifs de qualité élevés, et des [compensations financières automatiques pour les usagers en cas de retard](#).

LES PRIORITÉS POUR METTRE FIN AUX INÉGALITÉS TERRITORIALES

Réguler l'installation des médecins

Créer un droit opposable à un internet de qualité

Augmenter et piloter la formation de professionnels de santé

Investir dans la modernisation du réseau ferroviaire

Créer un droit opposable à un mode de garde pour les jeunes enfants

Renforcer la fiabilité des TER



Alors que s'ouvre la campagne officielle, l'UFC-Que Choisir appelle les candidats à les reprendre dans le cadre de la campagne électorale, et les défendre lors de la prochaine législature.